



14ème législature

Question N° : 42268	De M. Georges Ginesta (Union pour un Mouvement Populaire - Var)	Question écrite
Ministère interrogé > Affaires étrangères		Ministère attributaire > Affaires étrangères
Rubrique > ministères et secrétariats d'État	Tête d'analyse > affaires étrangères : ambassades et consulats	Analyse > consulats. Cour des comptes. rapport. recommandations.
Question publiée au JO le : 12/11/2013 Réponse publiée au JO le : 07/01/2014 page : 48		

Texte de la question

M. Georges Ginesta attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le récent rapport de la Cour des comptes, réalisé à la demande du président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, sur « l'évolution des missions et l'organisation des consulats français à l'étranger ». En effet, le réseau consulaire français, l'un des plus développés au monde, se compose de 92 consulats généraux et consulats, de 130 sections consulaires d'ambassade, de cinq chancelleries détachées et d'une antenne consulaire. Il mobilise près de 3 400 agents et est doté, en 2013, de près de 357 millions d'euros de crédits. La Cour constate qu'il n'est pas possible de chercher à réduire fortement la carte du réseau consulaire français, sans s'interroger au préalable sur l'ampleur des missions qu'il lui est demandé d'assumer, particulièrement dans un contexte de croissance de la population française à l'étranger. Fort de ce constat, elle suggère d'engager une réflexion sur la limitation des conditions de délivrance des cartes nationales d'identité à l'étranger (recommandation n° 3). C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui indiquer son sentiment sur cette question et les suites qu'il entend donner à cette recommandation de la Cour des comptes.

Texte de la réponse

Le ministère des affaires étrangères est ouvert quant à la limitation des conditions de délivrance des cartes nationales d'identité mais rappelle les contraintes dans ce domaine. Cette limitation supposerait en effet que soit mis fin, pour les Français de l'étranger, à la compétence territoriale en matière de délivrance des cartes nationales d'identité et que le ministère de l'intérieur accepte le report de la demande sur ses guichets. Cette réforme impliquerait des modifications législatives. En matière de titres d'identité et de voyage, le ministère des affaires étrangères souhaite permettre aux Français de l'étranger de recevoir par messagerie postale sécurisée leur passeport ou leur carte d'identité, sans obligation de se rendre à nouveau au consulat. Cette mesure est très demandée par les usagers, en particulier dans les pays étendus, et contribuerait à libérer des moyens dans les consulats pour faire face à l'augmentation de la taille des communautés françaises.